

EQUIPE HUMANITAIRE COTE D'IVOIRE

**RAPPORT GENERAL DE LA MISSION INTER AGENCES
D'EVALUATION RAPIDE DES BESOINS DANS LES
LOCALITES AYANT ENREGISTREES DES VIOLENCES
POST-ELECTORALES (LAKOTA, DALOA, ISSIA, SINFRA,
BONDOUKOU, TANDA, AGNIBILIEKRO, TIEBISSOU,
ABENGOUROU, DAOUKRO, BONGOUANOU)
11 Localités
Du 14 au 19 Février 2011**



**Rapport consolidé par : OCHA, Côte d'Ivoire
3 Mars 2011**

TABLES DES MATIERES

CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	4
I-Objectifs.....	4
II-Résultat attendus.....	4
III-Méthodologie de travail.....	5
IV-Rôles et responsabilités.....	5
V-Déroulement de la mission.....	5
V-1- Activités menées	5
V-2- Etat des lieux	6
V-2-1- Au plan sécuritaire.....	6
V-2-2- Au plan humanitaire	6
A- Mouvement de population.....	6
• Lakota.....	6
• Daloa.....	7
• Tiebissou.....	7
• Issia.....	7
• Sinfra.....	7
B- Economie /Lutte contre la pauvreté.....	8
A-Sécurité alimentaire et nutrition.....	8
• Approvisionnement des marchés et évolution des prix	8
• Récoltes et disponibilité locales.....	8
• Durée des stocks alimentaires.....	9
• Nutrition.....	9
B-Eau et Assainissement.....	10
C-Education.....	10
D-Santé.....	11
• VIH/SIDA.....	11
E-Protection.....	12
• Disponibilité des services sociaux de protection.....	12
• Mécanismes de prévention et de prise en charge des VBG.....	13
• Début de réponses humanitaire à Tiebissou.....	13
F-Abris.....	14
G-Communication.....	14
H-Cohésion sociale.....	14
V-3-Réponses.....	15
V-4- Actions urgentes.....	15
VI- Recommandations.....	16
ANNEXES.....	21

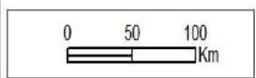
Merci à tous les partenaires qui ont contribué à la réussite de cette mission : OCHA, UNFPA, UNICEF, PNUD, OMS, HCR, PAM, FAO, ONU FEMME, ONUCI (Child Protection), IRC, Save The Children sans oublier les autorités politiques, administratives et traditionnelles.

COTE D'IVOIRE+5 - Population Movements and violences

As of 10 February 2011



- State capital
- Region Capital
- Departement Capital
- Violence
- Refugee
- Host county
- Main asphalted road
- Main road no asphalted
- Railway

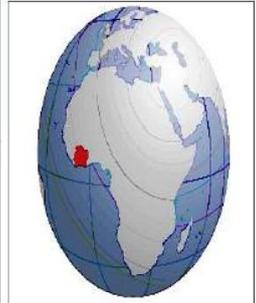


Map Doc Name: OCHA_RefugeeMap_Draft_v5_110214
 Creation Date: 14 February 2011
 Projection/Datum: GCS/WGS 1984
 Web Resources: <http://ochaonline.un.org/owc>
 Nominal Scale at A4 paper size: 1:4 000 000

Map data source(s):
 DevInfo, DCI, CNTIG/Côte d'Ivoire, UNHCR, OIM, UNFPA, PNUD, OCHA

Disclaimers:
 The designations employed and the presentation of material on this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

For comments, please contact: djay2@un.org



CONTEXTE ET JUSTIFICATION

A l'issue du second tour des élections présidentielles du 28 novembre 2010, les contestations des résultats par les différentes parties ont replongé la Côte d'Ivoire dans un nouveau cycle de violences. Ces violences post-électorales ont occasionné plusieurs dégâts, tant matériels qu'humains mais surtout des mouvements de population dans plusieurs localités.

En effet, après la ville d'Abidjan, les tensions sociales qui se sont accrues depuis le début de la crise post-électorale, ont conduit à de graves affrontements à l'ouest, en particulier à Duékoué. D'autres zones ont également connu quelques soubresauts. Ainsi des localités du sud-ouest (Lakota), du centre-ouest (Daloa, Issia, Sinfra), du centre (Tiebissou) et de l'est (Abengourou, Agnibilekrou, Tanda, Bondoukou et Daoukro) ont enregistré des affrontements opposant tantôt adversaires politiques, tantôt des manifestants aux forces de maintien de l'ordre.

Pour mieux cerner l'ampleur de la situation et procéder à une évaluation rapide des besoins des populations affectées, une mission inter-agence a été conduite dans lesdites localités avec la participation des structures suivantes : OCHA, UNFPA, UNICEF, PNUD, OMS, HCR, PAM, FAO, ONU FEMME, ONUCI (Child Protection), IRC, Save The Children.

I- Objectifs

Evaluer la situation humanitaire dans les localités ayant enregistré des violences post-électorales. De manière spécifiques, il s'agit de :

- Dresser l'état des lieux des dégâts causés par les violences ;
- Identifier les populations affectées ;
- Evaluer les besoins humanitaires immédiats et à court terme des populations affectées par les violences et des familles d'accueil en tenant compte des aspects genre et des thématiques transversales (entre autres VIH, protection, environnement);
- Plus largement, apprécier l'impact de la situation de crise actuelle sur l'ensemble de la population, en terme de vulnérabilités liées au faible accès aux services sociaux de base : santé, éducation, eau, hygiène et assainissement, protection, sécurité alimentaire, transport ;
- Evaluer les besoins des structures d'assistance médicale et psychosociale (structures sanitaires, centres sociaux)

II- Résultat attendus

A l'issue de la mission, un rapport décrivant la situation humanitaire dans les différentes localités et une ébauche de plan de réponse multisectoriel seront élaborés.

III- Méthodologie de travail

Trois équipes multidisciplinaires ont été constituées et ont parcouru les onze (11) départements cibles. L'approche s'est voulu participative à travers des rencontres bilatérales avec les autorités et responsables, des interviews directes ou de groupes cibles (communautés, leaders), des observations qualitatives et quantitatives. Les équipes ont utilisé le formulaire commun d'évaluation rapide des besoins. Les trois équipes ont évalué les zones selon la répartition suivante :

Equipe 1 : Lakota, Daloa, Issia, Sinfra

Equipe 2 : Yamoussoukro, Daoukro, Bongouanou, Abengourou

Equipe 3 : Bondoukou, Tanda, Agnibilekro

IV- Rôles et responsabilités

- OCHA et UNFPA, en appui au Coordonnateur Humanitaire, ont assuré la coordination de l'évaluation rapide des besoins, la consolidation du rapport ainsi que sa dissémination auprès des partenaires après l'approbation du Coordonnateur Humanitaire ;
- Les clusters leads, dans le cadre de l'approche cluster ont été en charge des aspects sectoriels de l'évaluation, tant au niveau de la collecte, de l'analyse que de la gestion des données collectées en vue d'apporter une réponse concertée ; partage des données collectées et des résultats au niveau du cluster ;
- Toutes les organisations humanitaires membres des clusters, ont apporté leur contribution à la réalisation de l'évaluation ;
- Les facilitateurs des équipes, ont assuré l'introduction de l'équipe auprès des autorités locales et se sont assurés que les informations spécifiques à tous les clusters soient collectées durant les échanges et partages.

V- Déroulement de la mission

V-1- Activités menées

En vue d'atteindre les objectifs de la mission, les différentes équipes ont déroulé plusieurs activités dont les principales sont les suivantes :

1. Rencontre avec les autorités administratives (Préfet de région, Préfet de département, Sous-Préfet)
2. Rencontre avec les collectivités décentralisées (Conseil Général et Mairie)

3. Rencontre avec les leaders communautaires (Chef de village, chefs de terre, chefs de tribu, chefs religieux, responsables d'associations de femmes et de jeunes)
4. Séance de travail avec les autorités déconcentrées (DD santé/DREN/agriculture/Anader)
5. Rencontre avec L'ONUCI (DDH, PIO à Bondoukou)
6. Rencontre avec les ONG locales
7. Visites et échanges avec les IDP à Tiébissou, Daloa et Sinfra
8. Séance de travail avec le Roi du Djuablin à Agnibilekro
9. Séance de travail avec le Roi de l'Indénié à Abengourou
10. Visite des structures sanitaires et sociales
11. Visite du Centre d'Ecoute et de Conseil (CEC) des Jeunes de Tanda
12. Visite de terrain dans des villages et échanges avec la population,
13. Débriefing avec tous les participants de la mission

Il faut noter qu'au cours des entretiens avec les autorités de l'administration territoriale, Préfet de Région notamment, des informations sur des départements non ciblés tels Bouna et Bocanda, ont pu être collectés. Ainsi, ces localités sont concernées par certaines recommandations.

V-2- Etat des lieux

V-2-1- Au plan sécuritaire

La situation sécuritaire est actuellement calme dans les départements visités bien que la méfiance y demeure et que les autorités et les populations soient préoccupées par l'évolution de la situation socio-politique.

V-2-2- Au plan humanitaire

A- Mouvement de population :

- Les déplacements de population ont concerné essentiellement les villes de Lakota, Tiebissou, Daloa, Issia et Sinfra.;
- A Lakota :
 - Six cent vingt sept (627) PDI accueillis à la mission Catholique entre le 12 et le 28 janvier 2011; mais au moment du passage de la mission, il ne restait que deux (2) familles sur le site, les autres ayant regagné leur domicile ou recasé dans des familles d'accueils ;
 - Des PDI auraient été reçues dans des familles d'accueil à Dahiri (5000), à Gbahiri (350), à Gazolilié (une centaine) et sont partis vers d'autres destinations.

- Deux cent quarante cinq (245) élèves (dont 111 au Lycée) ont eu leurs logements saccagés ou incendiés ; quatre vingt (80) parmi eux ont été recasés dans 54 familles d'accueils
- A Daloa :
 - Mille deux cent soixante (1260) PDI en provenance de Duékoué, Man et Bangolo, accueillies dont trois cent treize (313), appartenant à 25 familles, sur le site de l'Eglise UEESO;
 - Deux mille neuf cent quatorze (2914) élèves déplacés issus à la fois des zones CNO et de certaines villes de la zone gouvernementale ayant enregistré des violences sont inscrits dans l'établissement de relais ouvert au Cours Secondaire Protestant.
- A Tiebissou :
 - Plus de mille deux cents (1200) PDI ont été enregistrées (la Coordination des Actions Humanitaires du département indique 1279 PDI tandis que le recensement de la Mairie donne 1493 PDI) ; elles vivent dans des familles d'accueil et d'autres sont réparties dans 23 sites (75 familles) où des conditions de promiscuité et de précarité sont préoccupantes.
- A Issia :
 - Deux cent vingt deux personnes (222) déplacées provenant de Duékoué dont 50 hommes, 70 femmes, 102 enfants (50 garçons et 52 filles) ont été accueillis dans des familles; certaines seraient retournées ;
 - Environ cent cinquante (150) élèves déplacés accueillis dans les établissements de la ville dont une centaine au Lycée Moderne.
- A Sinfra :
 - Plusieurs familles parmi les quarante-trois (43) dont les maisons ont été saccagées ou incendiées dans le village de Koblata, ont été accueillies dans des familles dans d'autres villages en particulier à Manoufla ;

B- Economie/Lutte contre la pauvreté

Les violences enregistrées dans les localités visitées ont fortement perturbé les activités économiques. Cette situation perdure dans certaines localités, en particulier à Lakota où les véhicules de transport en commun sont interdits. A Sinfra, les autochtones sont interdits de céder leurs terres aux allogènes. Toutes ces perturbations ont occasionné une hausse des prix des denrées de première nécessité sur les marchés des villes visitées.

A. Sécurité alimentaire et nutrition

Approvisionnement des marchés et évolution des prix : Dans le contexte de retour au calme après les affrontements post-électorales, l'approvisionnement des marchés en produits alimentaires est relativement assuré dans les zones visitées mais toujours perturbé à Lakota et reste limité pour certaines denrées (oignon, poisson, etc.). Des pénuries ponctuelles sont enregistrées et se trouvent être liées aux impacts des mots d'ordre de "villes mortes", aux affrontements sporadiques et localisés. L'accès à la nourriture est problématique et est marqué par une hausse générale des prix des denrées alimentaires. Depuis décembre 2010, la tension sur les prix par rapport à janvier 2010 est de l'ordre de 10 à 20% pour le riz importé, environs 8% pour le riz local, 2 à 40% pour le maïs, près de 30% pour l'huile raffinée et 50% pour l'huile de palme.

La volatilité des prix est moins accentuée à Daloa pour des raisons de saisonnalité particulièrement pour le maïs et le riz local en janvier 2011 par rapport à janvier 2010, quasi stable pour l'ensemble des céréales à Lakota et Issia. De façon générale, la hausse des prix est plus prononcée pour les produits faisant l'objet d'approvisionnement que pour les disponibilités locales. Cette situation est la conséquence de la crise post-électorale et plus particulièrement du climat d'insécurité quasi permanent, de l'augmentation des barrages routiers et du racket. De nouveaux chocs tel que la hausse des prix alimentaires et du carburant à l'échelle internationale annoncée pour 2011 seraient de nature à aggraver la vulnérabilité des ménages déjà affectés par les impacts des pesanteurs économiques, surtout les ménages qui dépendent des marchés.

Récoltes et disponibilités locales : Globalement les récoltes des vivriers (riz local, maïs, l'igname, banane plantain et légumes) ont été bonnes au Centre et Centre-Ouest en 2010 par rapport à 2009, et d'un autre côté, moyenne à bonne pour le manioc, le taro, le plantain et insuffisant à moyenne pour l'igname et le maïs à l'Est (en raison des impacts pluviométriques localisées - mai/juin et septembre 2010). Les récoltes des ménages agricoles des villages affectés de Sinfra (Koblata, Kononfla, Pogani) ont été incendiées et pillées lors des affrontements, créant ainsi des besoins importants en disponibilité alimentaires et en semences pour la campagne agricole 2011.

Les prix bord champ du cacao sont en baisse depuis l'interdiction des exportations ; la pauvreté grandissante des paysans incite à vendre à bas prix les productions de rente (800 FCFA/kg à l'est et près de 400 FCFA/Kg au centre et centre-ouest, soit des baisses moyennes de 10 à 50% du prix d'achat du kilogramme de cacao par rapport à la grande traite de la campagne dernière). Le kilogramme de caoutchouc naturel à Issia a augmenté de 40% en 2010 par rapport à 2009. Les difficultés d'écoulement du cacao vers le sud favorisent la sortie des productions de rente vers les pays limitrophes.

Quant au déroulement des activités agricoles, l'accès aux semences reste assuré grâce aux stocks mais les faibles disponibilités pour l'igname et le maïs vont favoriser davantage les achats sur les marchés où la flambée des prix touche aussi les semences et intrants agricoles (pic de 30-40% et environs 50% des prix du kilogramme du NPK et de l'Urée par rapport à 2010).

Globalement l'accès à la terre ne souffre pas d'entraves majeures pour les populations hôtes et les déplacés mais limité dans l'ensemble en raison de la pression foncière. Cependant, le climat est encore délétère à Lakota, les allogènes n'ont pas accès à leur plantation, les activités de commerce et de transport sont interdites à la dite communauté. A Sinfra, les autochtones ont décidé de ne plus céder la terre aux senoufos et malinké (négociations sont en cours).

La disponibilité de main-d'œuvre reste très limitée mais sans incidence sur les rémunérations journalières d'avant crise (1000-1500 FCFA/jour).

Durée des stocks alimentaires : Les sources alimentaires des familles hôtes et des ménages vulnérables, provenant essentiellement des stocks agricoles jugés moyens (2 mois contre 5-7 mois en situation normale) sont limités et témoignent d'une précocité et d'un allongement de la période de soudure. Le régime alimentaire est moins diversifié pour les familles hôtes où les ménages consomment 1 à 2 repas quotidiens (1 repas pour les populations affectées de Sinfra, Daloa, Issia) tandis qu'il est de 2 à 3 repas/jour pour l'ensemble des communautés des zones visitées dans un intervalle maximum de 2 à 3 mois.

Les dons pour les ménages déplacés identifiés au centre-ouest sont insuffisants pour couvrir les gaps alimentaires dans la durée et les disponibilités des familles d'accueil sont limitées à moins d'un mois d'utilisation.

L'analyse de la durée des stocks par spéculation indique globalement 2-4 mois pour l'igname et le maïs (au lieu de 5 mois normalement), environs 4 à 12 mois pour le manioc.

Nutrition : Exceptées les localités de l'Est (zone gouvernementale), le dépistage actif et la prise en charge des malnutris modérés et sévères, les opérations de sensibilisation, les activités de supplémentation en micronutriment (fer et vitamine A) sont effectifs au niveau des centres de santé locaux mais méritent d'être renforcés.

Cependant, il a été constaté qu'il n'existe aucune activité de nutrition sur le site d'accueil en faveur des déplacés à Daloa, Issia et Sinfra.

De plus, le non fonctionnement des cantines scolaires limite aussi l'accès des élèves à l'alimentation complète la journée.

B. Eau et Assainissement

- Dans l'ensemble des localités, les populations ont en général, directement ou indirectement accès à l'eau courante, même si certaines zones connaissent des rationnements, notamment Bondoukou et Tanda ;
- A Daloa, les déplacés du site de l'Eglise UEESO qui est privé d'électricité, ont un accès très limité à l'eau courante qu'ils se procurent non loin de leur espace de vie dans des mauvaises conditions d'hygiène et de conservation (sceaux sans fermeture); les 313 personnes de ce site se partagent 13 douches et 8 latrines dont la configuration ne garantit pas l'intimité ;
- La forte pression sur l'utilisation des infrastructures est également une réalité à Tiébissou où par exemple, 98 personnes se partagent deux (2) latrines et deux (2) douches ;
- Les déplacés accueillis dans des familles ont contribué à accroître les besoins la consommation en eau et par ricochet les dépenses y afférentes ;
- Dans certains sites visités, les tablettes de purification offertes par UNICEF sont utilisées notamment à Tiébissou.

C. Education

- Les cours ont été fortement perturbés dans certaines localités surtout à Lakota, Bondoukou, Daoukro, Abengourou et Tiebissou ; les affrontements entre les syndicats d'élèves UNESCI et FESCI sont à craindre à Lakota, Bondoukou, Tanda et Abengourou ;
- A Bouna et Nassian, il s'agit d'un arrêt total des cours qui affecte environ 20 000 élèves ; dans ces localités l'absence de l'administration explique cette situation ; seuls 27 des 70 écoles communautaires sont actuellement fonctionnelles (soit 1586 enfants dont 116 filles qui vont à l'école) dans le Zanzan (Bondoukou, Bouna, Tanda, Nassian)
- Près de 4000 élèves déplacés ou affectés par les violences ont perdu leurs effets scolaires à Daloa, Sinfra, Issia, Tiebissou, Lakota;
- Au moins 45 enseignants déplacés dont deux (2) femmes accueillis à Daloa, Issia et Tiebissou ;
- Plus ou moins forte pression sur les infrastructures scolaires à Daloa (2914 élèves PDI), Issia (161 élèves PDI), Abengourou (38 élèves PDI), Lakota (400 élèves PDI) et Tiebissou (296 élèves PDI), Sinfra (?), Tanda (?);
- A Lakota, plusieurs élèves en particulier ceux du premier cycle ont arrêté de fréquenter du fait de l'arrêt des transports en commun étant donné qu'ils ont dû se réfugier dans leur village pendant les affrontements ;

- L'inexistence, ou mauvais fonctionnement des cantines scolaires dans les écoles accroît non seulement les risques d'abandon, d'échec mais également ceux d'exploitations sexuelles ; trente deux (32) et quatorze (14) cas de grossesses précoces ont été respectivement enregistrés aux Lycées Modernes de Lakota et Issia, imputables pour la plupart aux hommes de métiers (depuis le début de l'année scolaire 2010-2011) (maçons, menuisiers, coiffeurs, chauffeurs de taxis, commerçants, etc) ;

D. Santé

- La présence de la quasi-totalité du personnel des structures de santé des districts des localités visitées assurent leur fonctionnalité bien que certains services aient été temporairement fermés à Sandégué (Bondoukou) et Lakota (chirurgie) ;
- A Daloa, la demande de soins au niveau de l'infirmierie du Cours Secondaire Protestant, qui a besoin d'être réhabilité et équipé, va énormément s'accroître du fait qu'en plus des 790 élèves, l'école accueille 2914 élèves et 43 enseignants PDI de l'établissement de relais ;
- Les PDI et les blessés des violences ont bénéficié de la gratuité des soins d'urgence, dans la limite des stocks disponibles, dans plusieurs localités dont Daloa, Issia, Lakota, au contraire des PDI de Tiebissou ; cependant les consultations demeurent payantes ;
- Une baisse du taux de fréquentation des services de santé, liée à l'arrêt des transports, à la faiblesse du plateau technique et à la réduction du pouvoir d'achat des populations, entre autres, a été rapportée ;
- La plupart des structures sanitaires des zones visitées disposent d'un plateau technique faible et vétuste particulièrement au niveau de la radiographie, de la chirurgie et de la Gynéco obstétrique ;
- Le système d'information et de gestion (SIG) au niveau des districts sanitaires est fonctionnel et ne connaît pas de perturbation ;
- Les activités de vaccination de routine des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes sont en baisse dans certains districts.
- La surveillance épidémiologique des maladies à potentiel épidémique est fortement perturbée dans les districts
- Certains Programmes tels celui de lutte contre le Paludisme sont à l'arrêt dans certains districts dont Bondoukou, Tanda et Agnibilekro ; à Daloa les PDI du site de la mission protestante font face à beaucoup de cas de paludisme et de cas d'enfants anémiés ;
- Quinze (15) femmes enceintes ont été recensées à Tiébissou parmi les PDI venus des villages de Yaakro, kouassi kouassikro, Campus.

VIH/SIDA

- Dans les différentes localités visitées on note des activités de lutte contre le sida par l'existence de centres de prise en charge (PEC), de centres de dépistage (CDV) et de centres de prévention de la transmission mère –enfant (PTME) , mais force est de reconnaître , l'absence d' ONG locales capables de mener des activités de sensibilisation de manière générale et sur les sites de déplacés internes .

- Ces différents centres assurent les activités VIH pour la population d' une localité donnée .
- Sur les sites des déplacés internes aucune activité de prévention n'est menée
- On note aussi une insuffisance voir une absence de préservatifs masculins et féminins , de dépliants et prospectus d'informations sur le VIH sur les sites.
-
- Si d'une manière générale , les données sur le VIH/SIDA des localités visitées sont disponibles ,il est difficile d'obtenir des données sur les sites des déplacés en termes de personnes sous traitement ,leurs répartitions par sexe , le nombre de femmes enceintes séropositives femmes bénéficiant de la prévention de la transmission mère-enfant , le nombre personnes ayant arrêté leur traitement . Existe-il des agents de santé sur place ou des ONG pour les sensibiliser et les conduire à faire le test ?comment seront organisés ces tests de dépistage afin de garantir la confidentialité
- 378 adolescents et jeunes de 10 à 24 ans ont été identifiés parmi les IDPs Ces adolescents et jeunes sont-ils des séropositifs ou sont -ils sous traitement ?
- La pharmacie de Tiébissou dispose d'un stock d'ARV, de cotrim et d'intrant d'environ 2 semaines ; la commande à été faite à la PSP le 16 février 2011.Il est important de décrire l'état actuel de la pharmacie au moment de votre passage, a t-elle un stock de sécurité de médicaments ARV et intrants de laboratoire suffisant avant l'arrivée de la prochaine commande ?
- Les 3 médecins assurant la prise en charges des PVVIH sont en place et continuent de recevoir les patients. Les trois médecins reçoivent-ils des malades des sites de déplacés ?
- Insuffisance de la mobilisation sur le VIH/SIDA à Tiébissou.

E. Protection

- Sur tous les sites visités, pas de cas actuels d'enfants séparés. A Lakota, quelques cas de séparations familiales au début de la crise mais après une semaine, réunification spontanée ;
- pas d'allégations de cas d'enfants associés aux forces armées et aux groupes d'auto-défense (Daoukro, Abengourou, Tiebissou, Bongouanou). Par contre la participation des enfants aux manifestations politiques a été signalée, exposant ainsi les enfants à la violence, 20 enfants ont été blessés au cours des manifestations et affrontements, dont 02 par arme à feu (Abengourou) et 01 par une grenade (Daoukro).
- Importants dégâts matériels : à Bondoukou, Agnibilekro, Bongouanou, Daoukro, Tiebissou, Abengourou et Daloa d'importants dégâts matériels ont été enregistrés dont les plus importants sont relatifs à l'incendie et le saccage de locaux (bureaux et domiciles) appartenant la plupart des cas à des personnalités et leaders politiques
Pas de cas de viols liés à la situation signalée ; mais deux cas de tentatives de viol ont été rapportés dont une élève et une commerçante à Lakota, une allegation de tentative de viol par un FDS sur une mineure a Tiebissou est en cours de vérification. Par ailleurs, la grande promiscuité liée à la présence des

PDI dans des espaces (sites ou famille d'accueil) restreints fait craindre à la fois un risque élevé de Violences Sexuelles et de survenue d'épidémies ;

- Des cas de mutilations Génitales Féminine ont été rapportés à Bondoukou et Tanda
- Plusieurs victimes de violences physiques ont été signalées : 219 blessés dont 20 enfants, 45 morts (dont 4 enfants) et 15 cas de disparition d'adultes ont été rapportés à Lakota, Issia, Sinfra
- **Disponibilité des services sociaux de protection :**

Les structures étatiques de protection (Centre social, Complexe Socio-éducatif, de tribunal, de commissariat, les centres d'état civil de la mairie et des sous préfectures) sont opérationnels sur tous les sites visités, Cependant les centres sociaux offrent un service minimal du fait de la situation sécuritaire en générale des perturbations fréquentes liées aux mouvements de protestations du RHDPet la suspension des budgets de fonctionnement.

Au total 19 travailleurs sociaux sont opérationnels à Bongouanou ,Abengourou et Daoukro.et peu informés sur les problématiques de la protection de l'enfant en urgence

On note une forte présence d'ONG dont 32 à Abengourou, 08 à Bongouanou et 02 à Daoukro. La majorité de ces ONG travaillent sur des projets d'assistance aux OEV

- **Mécanismes de Prévention et de Prise en charge des violences faites aux enfants et aux femmes**

Absence de mécanismes de protection contre les Violences faites aux femmes et

aux enfants sur les sites d'Abengourou, Bongouanou, Daoukro, Tiebissou. 02

plates formes OEV à Abengourou et Bongouanou. Absence de circuit de référence

et de contre référence sur les sites d'Abengourou, Bongouanou, Daoukro,

Tiebissou, Les populations sont peu informées des services disponibles en cas

d'abus, de viols ou d'autres formes de violence

- **Début de réponse humanitaire a Tiebissou**

. En terme de réponses aux besoins des enfants déplacés, des actions sont en cours pour prévenir et prendre en charge les enfant affectes par le déplacement : Distribution de NFI (kits de transit) aux ménages d'accueil, Kits récréatifs pour la mise en œuvre des activités de soutien psychosocial, Démarrage de la mobilisation communautaire pour la mise en place de comités locaux de protection et l'appui au réseautage de l'information sur les violations avec l'appui du partenaire OISA couvrant la région de Tiebissou, 04 sites / 5 devant abriter les activités de soutien psychosocial au sein des communautés déjà identifiées par la mairie de Tiebissou avec l'appui de l'UNICEF

F. Abris

- Les foyers de jeunes, les structures religieuses, les structures sociales et les cours des mairies sont les premiers sites qu'ont identifiés les responsables administratifs pour l'accueil des potentiels PDI.

A Daloa, Issia, Tiebissou et Lakota, les PDI ont été accueillis sur des sites religieux (respectivement mission protestante et mission catholique) et/ou des familles d'accueil.

-

G. Communication

- Les axes Agnibilekro-Bondoukou, Daloa-Yamoussoukro, se sont dégradés et sont de plus en plus difficile à pratiquer ;
- Les voies qui mènent dans les villages ne sont pas toujours en bon état. Avec les saisons de pluies qui approchent, elles seront très difficiles à pratiquer. Ces axes routiers sont régulièrement empruntés par des véhicules chaque jour ;
- Au niveau de la télécommunication, il faut noter que dans les départements les moyens de communication sont disponibles : téléphone fixe, téléphonies cellulaires.

H. Cohésion sociale

- Les problèmes intercommunautaires ont été exacerbées par les tensions politiques relatives au deuxième tour des élections présidentielles et des intérêts économiques (particulièrement à Lakota) qui ont conduit à des conflits ouverts entre autochtones et allochtones et entre militants des partis politiques notamment RHDP et LMP ;
- Les conflits ouverts ont fait place à la circulation de fortes rumeurs d'attaques mutuelles qui ont renforcés les clivages inter-ethniques ;
- Une absence de communication liée souvent à des soupçons mutuels entre les autorités a été rapportée à Bondoukou entre la mairie et le conseil général, et à Lakota entre la préfecture et le conseil général et à Daoukro entre les responsables de l'administration et certains fonctionnaires ;
- La plupart des localités ont développé des mécanismes de prévention et de gestion des conflits impliquant l'ensemble des groupes sociaux, à la suite des premiers affrontements ; à Abengourou, la royauté est à la tâche pour le règlement des conflits entre militants de différents bord politique ou syndicaux (élèves); à Daloa ce mécanisme a été formalisé avec la prise d'un arrêté préfectorale. A Lakota le mécanisme mis en place ne fonctionne pas du fait d'un conflit ouvert entre le préfet et le conseil général.

V-3- Réponses

- Dans les localités sinistrées, les réponses aux besoins des populations affectées restent faibles et locales :
 - A Daloa, une note de service du Préfet sollicitant l'assistance aux PDI a permis de collecter des vivres et non vivres, dont le stock est actuellement épuisé, auprès des populations et des opérateurs économiques (Pharmacies, Super marché, etc.);
 - A Tiebissou, les PDI ont bénéficié d'appui en vivres et non vivres de la Mairie, du Conseil Général, des Cadres, des FDS et de l'UNICEF ;
 - A Lakota, les vivres et non vivres reçus par plusieurs personnes de bonne volonté stockés, en grande partie, au Conseil Général n'ont pas encore été distribués ; les premières distributions faites n'ont profité qu'aux autochtones ;
 - Les blessés ont bénéficié de l'assistance de la Croix Rouge de Côte d'Ivoire.

V-4- Actions urgentes

Afin de soulager un tant soit peu les populations affectées par la crise, il est nécessaire de mener dans l'immédiat un certain nombre d'actions. Il s'agit de :

- Fournir des vivres et non vivres aux PDI et familles d'accueil de Daloa, Lakota, Sinfra, Tiebissou et Issia ;
- Fournir des produits médicaux aux structures sanitaires des localités ;
- Fournir des kits scolaires aux élèves PDI et sinistrés des localités visitées ;
- Fournir à l'établissement de relais de Daloa du matériel technique (ordinateur, imprimante, photocopieur, fournitures de bureau) pour une meilleure gestion des 2914 élèves PDI.
- Initier une campagne de sensibilisation de masse et de proximité sur la nécessité d'une coexistence pacifique et/ou la culture démocratique

VI- Recommandations

Domaines	Recommandations	Activités à entreprendre	Délai	Responsable de l'exécution de la recommandation
Coordination des actions humanitaires	1. Renforcer la coordination humanitaire dans les régions visitées.	Organiser des réunions périodiques de coordination	Continu	OCHA
	2. Mettre en place une équipe de suivi de la mise en œuvre des recommandations		Continu	OCHA, UNFPA, Clusters Lead
Mouvement de population	1. Conduire une opération d'enregistrement des PDI à Daloa, Lakota, Issia, Tiebissou et Sinfra avec la même méthodologie que celle de l'ouest Appuyer les PDI de la zone de Tiebissou et de Lakota avec des abris et NFI .	- Elaborer la note technique - Mobiliser les ressources Collecter et analyser les données	Mars	Cluster Protection
Sécurité alimentaire et nutrition	1. Apporter un appui alimentaire aux IDPs de Daloa, Sinfra, Issia Tiebissou et Lakota	Distribuer des rations alimentaires aux IDPs et familles d'accueil Lakota et Tiebissou	Février	PAM et UNICEF.
	2. Apporter un appui en kits agricoles aux IDPs et aux familles d'accueil de Daloa, Sinfra, Issia, Tiebissou et Lakota	Distribuer des intrants agricoles IDPs et familles d'accueil Lakota et Tiebissou	Mars	FAO

	3. Elargir les programmes de nutrition dans les régions du N’Zi-Comoé, des Lacs, du Zanzan, Sud-Bandama, Marahoué, Haut-Sassandra, Moyen-Comoé	Former renforcer les agents communautaire dans la prise en charge nutritionnel	Mars	PAM/FAO/UNICEF/UNFPA
		Equiper et réhabiliter les structures de prise en charge nutritionnelle	Mars	UNFPA/UNICEF/PAM
Eau et Assainissement	1. Appuyer l’aménagement des latrines et douches du site des déplacé de la mission protestante de Daloa		Mars	UNFPA/UNICEF
Education	1. Fournir des Kits scolaires aux élèves PDI et/ou sinistrés de Daloa et Tiebissou.		Immédiat	UNICEF/UNFPA/Save The Children
	2. Appuyer le fonctionnement de l’établissement de relais de Daloa		Immédiat	UNICEF/UNFPA/Save The Children
	3. Appuyer l’ouverture et le fonctionnement des cantines scolaires		Mars	PNUD/UNICEF/UNFPA
	4. Appuyer la réhabilitation et l’équipement de l’infirmierie du Cours Secondaire Protestant de Daloa		Mars-Avril	UNFPA/UNICEF
Santé	1. Fournir des produits médicaux aux structures sanitaires		Immédiat	UNFPA/UNICEF/OMS
	2. Former le personnel de santé à l’animation du Dispositif Minimum d’Urgence (DMU)		Mars	UNFPA
	3. Former le personnel médical à la prise en charge psychosociale et		Mars	UNFPA

	médicale des Violences Sexuelles			
	4. Renforcer la surveillance des maladies à potentielle épidémique		Mars	OMS/UNICEF
	5. Renforcer les capacités des ONGs et des relais communautaires en Distribution à Base Communautaire (DBC) et promotion de la santé		Mars	OMS/UNICEF/UNFPA
	6. Appuyer la mise en œuvre d'activités de sensibilisation sur le VIH/Sida parmi les PDI		Mars	UNFPA/UNICEF/OMS/UNHCR
	7. Renforcer les capacités des ONG locales sur le VIH/SIDA pour assurer les activités de prévention sur les sites de déplacés		MARS	UNFPA/UNICEF/OMS /ONU SIDA/UNHCR
Protection	1. Réactiver le mécanisme de surveillance et de rapportage des cas de violation graves des droits des enfants	b. Identifier, outiller et former les points focaux	mars	UNICEF/UNFPA/ONUCI/Save The Children
	2. Former les travailleurs sociaux des structures étatiques et des ONG à la prise en charge psychosociale des enfants et adultes victimes de violences (inclus violences sexuelles)		Mars	UNFPA/UNICEF

	3. Appuyer l'organisation de séances de sensibilisation pour prévenir et répondre aux violences faites aux enfants et aux femmes, aux risques de recrutement, de séparation, de non enregistrement des naissances)	Mettre en place des comités locaux de protection Travailler avec les medias locaux Former les relais communautaires sur la protection des enfants affectes par la crise	Mars	UNFPA/UNICEF
	4. Assister les familles et les élèves pour la reconstitution des documents d'état-civil		Mars	UNICEF/Save The Children/IRC/UNHCR
	5. Soutenir la mise en place de mécanisme de PEC des violences et vulnérabilités des enfants et femmes affectés 6. Renforcer les circuits de PEC et les vulgariser auprès de populations	Soutenir la mise en place de réseaux locaux de protection (cadre de coordination entre les structures impliquées, circuit de référence) Renforcer les capacités techniques et matérielles des structures de PEC	Mars	UNFPA/UNICEF/IRC
	7. Appuyer la réhabilitation et l'équipement des services sociaux de base	- Evaluer les besoins en réhabilitation et équipements des maternités, centres de santé, centres sociaux, écoles, cantines scolaires, points d'eau, latrines - Conduire les travaux	Mars-avril	UNFPA/UNICEF/PAM/Save the Children/ONU CI/IRC

Cohésion sociale relèvement précoce et	1. Susciter la mise en place formelle des comités de crise dans les différents départements		Mars	PNUD/UNFPA/UNICEF /IRC
	2. Former les membres des comités de gestion de crises à l'éducation à la paix, à la prévention et la résolution des conflits et à la culture démocratique.		Mars	PNUD/UNFPA/UNICEF/IRC
	3. Initier des campagnes de sensibilisation de masse et de proximité sur la nécessité d'une coexistence pacifique et sur la culture démocratique	Dialogue intercommunautaire Messages, sketches en langues locales	mars	PNUD/IRC
	4. Fournir des équipements et fournitures aux comités de gestion crise		Mars	PNUD/UNFPA/UNICEF/IRC
	5. Appuyer l'insertion ou la réinsertion des jeunes dans les domaines d'activités porteurs de leur localité	Identifier les opportunités d'insertion des jeunes.	Mai	PNUD/FAO/IRC
	6. Mettre en place un programme global de prise en charge psychosociale des populations affectées			PNUD/UNFPA/UNICEF/IRC

ANNEXES

- Tableau récapitulatif des victimes des violences

Localités	Type de personnes	Blessures			Décès			Viol/tentative de viol			Disparitions			Mutilations			Observations
		H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	
Bondoukou	Enfants																
	Adultes																
	Total			17			1										
Agnibilekro	Enfants																
	Adultes																
	Total			7			3										
Lakota	Enfants					1	1		1	1							
	Adultes				12	1	13		1	1			1			1	
	Total			48	12	2	14		2	2			4	1		1	L'homme mutilé est mort des suites de ses blessures
Daloa	Enfants																
	Adultes	1			3		3										
	Total	1			3		3										
Issia	Enfants				1	2	3										
	Adultes				12	5	17										
	Total			42	13	7	20										
Sinfra	Enfants																
	Adultes																
	Total			70			7						9				
Tiebissou	Enfants																
	Adultes																
	Total												2				
Daoukro	Enfants																
	Adultes																
	Total			10													
Abengourou	Enfants			17													
	Adultes																
	Total			27													
Bongouanou	Enfants			03													
	Adultes																
	Total			3													
Total		1		224	28	9	48		2	2			15	1		1	

• Tableau récapitulatif de la situation des PDI

Localités	Type de personnes	Total PDI (hors mis les élèves)			Femmes enceintes		Personnes handicapées			Vieillards			Elèves			Observations
		H	F	T	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	
Lakota	Enfants			86												Enfant de 0-5 ans
	Adultes			541	9	9										
	Total			627	9	9			26			27			245	Au nombre de PDI indiqué, ajouter ceux annoncés à Dahiri (5000), à Gbahiri (350) et à Gazolilié (une centaine)
Daloa	Enfants															
	Adultes															
	Total			1260											2914	
Issia	Enfants	50	52	102												
	Adultes	50	70	120												
	Total	100	122	222											150	
Sinfra	Enfants															Les chiffres sur les PDI ne sont pas disponibles
	Adultes															
	Total															
Tiebissou	Enfants	360	337	697	15	15							151	145	296	
	Adultes	275	307	582												
	Total	635	644	1279	15	15							151	145	296	
Total		735	766	3388	24	24			26			27	151	145	3605	